

Mariage incertain entre Tories et Lib-Dems

Par Jeanne Dussueil



Nick Clegg et David Cameron © LEON NEAL / AFP

VOS OUTILS

Imprimez Réagissez



Après cinq jours d'imbroglio politique, la Grande-Bretagne est sortie de l'impasse. Mardi soir, alors que [Gordon Brown présentait à la reine sa démission](#), le chef de file des conservateurs [David Cameron arrivait dans la foulée au Palais de Buckingham](#), où il était "adoubé" par Elizabeth II comme Premier ministre. Le leader va désormais former un nouveau

Après cinq jours d'imbroglio politique, la Grande-Bretagne est sortie de l'impasse. Mardi soir, alors que [Gordon Brown présentait à la reine sa démission](#), le chef de file des conservateurs [David Cameron arrivait dans la foulée au Palais de Buckingham](#), où il était "adoubé" par Elizabeth II comme Premier ministre. Le leader va désormais former un nouveau gouvernement avec les libéraux démocrates de Nick Clegg.

Drôle de mariage même si les Anglais sont, il est vrai, les spécialistes du mélange sucré-salé. Mais Tories et Lib-Dems s'opposent à bien des égards. L'ADN du Parti libéral-démocrate n'a en effet rien de commun avec le vieux parti nostalgique de Margaret Thatcher. Créé en 1998, le Parti des Lib-Dems est issu de dissidents du Labour, qui décident de fusionner dans une nouvelle alliance. "Actuellement, Nick Clegg et les autres chefs Lib-Dems incarnent l'aile droite du parti, leur électorat se situe bien plus à gauche", explique Agnès Alexandre-Collier, professeur à l'université de Bourgogne et spécialiste de la politique britannique. Depuis sa création, le parti a beaucoup évolué, mais quand Cameron était favorable à la guerre en Irak, comme le Labour, Clegg était, lui, à l'initiative des spectaculaires manifestations anti-guerre de Londres, en 2003.

Show-man électrisant lors des deux débats télévisés, Nick Clegg s'est aussi clairement différencié de son homologue conservateur en matière d'immigration. "Clegg souhaite la régularisation des immigrés clandestins installés sur le sol britannique depuis au moins dix ans : rien ne pourrait autant hérisser le poil des Tories !" sourit Agnès Alexandre-Collier. Autre sujet de discord, la méfiance à l'égard de l'Europe, car "ancrée dans la culture britannique", précise la spécialiste, auteur d'un ouvrage sur le leader des Tories*. Éduqué dans un collège de Bruges en Belgique, Nick Clegg affiche, lui, une position outrageusement pro-européenne. En clair, "cela m'étonnerait que David Cameron laisse le portefeuille des affaires européennes à ses nouveaux alliés" indique Agnès Alexandre-Collier.

Convergences de circonstances

Maigre consolation dans cette scène de mariage forcé, la récente évolution du clan lib-dems vers les libertés individuelles, des valeurs chères à David Cameron. En 2004, Clegg et ses partisans achèvent un nouveau manifeste, qualifié alors par la presse britannique de "révolution du livre orange". Un livre qui convertit les Lib-Dems au néo-libéralisme et aux tendances conservatrices en matière d'économie. "C'est un pas vers l'agenda libéral de Cameron et son souhait caché d'acter le désengagement de l'État sur les affaires économiques", affirme Agnès Alexandre-Collier. "Libéraux-démocrates et conservateurs peuvent aussi se retrouver sur les questions de société, l'environnement, la place de l'individu et celle des minorités, sur lesquelles les Tories se sont aussi positionnés", ajoute-t-elle.

Quoi qu'il en soit, l'autre crise, économique celle-là, n'a laissé que peu de marge de manoeuvre aux anciens leaders. Pressés par les marchés et par leur électorat, ils ont dû "abandonner leurs fondamentaux pour s'allier", note la spécialiste qui assène : "La Grande-Bretagne a acté la fin d'un establishment et la défaite des grands partis."

**Les Habits neufs de David Cameron*, Agnès Alexandre-Collier, Presses de Sciences-Po



<http://www.youtube.com/watch?v=NmRYriPu7ho> (31.520 vues)

ÉCOUTEZ - Claude Bartolone, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, présentera jeudi un budget "insincère" ou en déséquilibre, malgré les attaques des conseillers UMP et Nouveau Centre.



iPad, allume-toi ! C'est le sésame d'entrée des clients amassés vendredi matin devant les portes de l'Apple Store à Paris, sous la pyramide du Carrousel du Louvre. Ils sont quelques centaines à s'être levés à l'aube, certains ont même dormi sur place pour pouvoir être les premiers à prendre en main "le" joujou. La plupart les avaient préalablement réservés sur le site de la firme, tous étaient prêts à dégainer leur carte bleue pour déboursier entre 499 et 799 euros selon les versions. "Je l'offre à ma mère dimanche, pour la fête des mères", annonce fièrement un client dans la queue. "C'est pour mon épouse", sourit un autre. "Moi je suis là tôt car je ne l'ai jamais eu en main", s'excuse un fan, visiblement ému. L'ambiance est chauffée à blanc par le staff d'animateurs recrutés par Apple. Venue en masse, la presse s'amuse du show organisé et s'y prête même volontiers.

Le même jour, l'Australie, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Espagne et le Japon faisaient découvrir le produit, après le lancement en fanfare le 3 avril aux États-Unis. "J'ai déjà tout, le Mac, l'iPhone, l'iTouch, et aujourd'hui l'iPad", se vante un adolescent parisien, accompagné pour l'occasion par son père. Devant eux, un client confesse : "Je ne sais pas trop à quoi il va servir, mais je vais m'en servir !", plaisante t-il.

13,4 millimètres d'épaisseur, 680 grammes d'i-bonheur

Au compte-gouttes, par deux ou par trois, les clients s'engouffrent dans le magasin identifiable par la "touch" épurée de la marque californienne. Une atmosphère bon enfant et presque religieuse y règne, au rythme des codes de cartes bleues et des sacs ivoires que l'on referme. Les premiers propriétaires effleurent délicatement leurs 13,4 millimètres d'épaisseur et leurs 680 grammes d'i-bonheur, en mode portrait ou paysage. À deux pas des grands architectes de l'Égypte ancienne, Steve Jobs et ses designers ont bel et bien renversé la pyramide. Désormais, les fans sont éblouis par la petitesse et la transparence. Avec l'iPad, Apple a encore réinventé un lien invisible entre l'homme et la machine.

Déjà [un million de tablettes se sont écoulées dans le monde depuis son lancement](#). Selon une étude de l'institut Gfk, ils devraient être 4 millions d'acheteurs en 2010, dont 400.000 d'ici la fin de l'année en France.

REGARDEZ le lancement de l'iPad à Paris

PRODUCTEURS D'ÉNERGIE**ÉLECTRICITÉ - L'ouverture à la concurrence en panne ?**

Par Jeanne Dussueil



EDF avance ses coûts de maintenance de ses centrales nucléaires face aux trois concurrents sur le marché de l'électricité domestique (GDF-Suez, Direct Énergie et Poweo) © ABACA

VOS OUTILS

Un tonneau sans fond. C'est à peu près le sentiment de l'entreprise autrichienne Verbund, qui a pourtant misé sur l'ouverture du marché français de l'énergie. En 2009, la firme,

Un tonneau sans fond. C'est à peu près le sentiment de l'entreprise autrichienne Verbund, qui a pourtant misé sur l'ouverture du marché français de l'énergie. En 2009, la firme, confiante, acquiert allègrement 46 % des parts du fournisseur de gaz et d'électricité Poweo, un des challengers du leader EDF. Seulement, depuis la libéralisation du marché il y a trois ans, l'investisseur autrichien est excédé de voir les négociations entre politiques et industriels à l'Assemblée nationale patiner. Dernier épisode en date, les recommandations, mercredi, du [CRE \(Conseil de régulation de l'énergie\), devant les parlementaires](#), qui entend bien fixer les prix du kilowattheure au géant EDF et aux autres. Un projet de loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME) sera examiné le 8 juin prochain à l'Assemblée. À la clé, selon le CRE qui met en exergue les revendications du producteur historique EDF, une probable hausse des prix pour les particuliers. Pour les concurrents comme Wolfgang Anzengruber, président du directoire de Verbund, le constat est amer. "On a accepté trop vite l'augmentation de notre capital (dans Poweo), on y brûle tout notre argent", reconnaissait-il, début mai, dans un quotidien viennois.

Seule consolation, l'hiver 2009-2010 a été particulièrement tenace. EDF annonçait mardi un chiffre d'affaires en hausse exceptionnelle de 4,3 %, à 21,9 milliards d'euros, au premier trimestre, en progression de 1,4 % pour la France seule. Même embellie chez les alternatifs, Poweo a, lui, enregistré sur la période un chiffre d'affaires de 219 millions d'euros, en hausse de 59,5 %, dopé lui aussi par la rigueur de l'hiver, a annoncé le groupe dans un communiqué. Des résultats qui sont pourtant loin de réchauffer les ambitions des fournisseurs parallèles d'électricité. Car EDF s'octroie toujours 95 % du marché français de l'électricité. Or la loi prévue par le CRE fait obligation à EDF de revendre jusqu'à un quart de la production de son parc nucléaire à ses concurrents, dont Poweo, quatrième du peloton sur le marché des particuliers, fait partie. Mais, pour EDF qui tient en état et a largement investi dans les centrales nucléaires, il n'en est pas question.

Aucune marge sur le marché des particuliers

"Cette loi est une mascarade", condamne Charles Beigbeder, président non exécutif de Poweo qui, lassé, a revendu l'année dernière les 13,4 % de ses parts du capital de l'entreprise à l'autrichien Verbund. Même si le texte entend permettre aux concurrents d'EDF d'accéder à une électricité à bas coût, le spécialiste des énergies indique que la NOME "ne devrait pas changer la donne pour les consommateurs". "Le système de tarif réglementé bloque tout." Le géant français, Henri Proglio, patron d'EDF, en tête, souhaite pourtant fixer un pallier aux concurrents et a souligné que le prix minimum devait être de 42 euros par mégawattheure (MWh). "En dessous, cela ressemble à du pillage", a-t-il martelé, lors d'une réunion à huis clos avec les parlementaires, mercredi. Or, selon les projections de la CRE, dont l'agence Reuters a eu copie, si EDF obtenait ce prix de 42 euros, les tarifs pour les particuliers et les petits professionnels devraient être relevés de 11,4 % une fois la loi votée et de 3,5 % par an entre 2011 et 2025. Une estimation qu'EDF a catégoriquement démentie, emboitant le pas au ministère de l'Énergie. Le CRE préconise toutefois que le prix de l'accès soit fixé à 37,20 euros par mégawattheure pour limiter la casse sur la facture des particuliers.

Si le prix de l'électricité est, en moyenne, 30 % plus cher dans les autres pays européens, les cartes de la concurrence y semblent mieux distribuées. "En Allemagne ou en Angleterre, les producteurs d'électricité arrivent à dégager des marges entre le prix de vente et le coût de production, c'est encore loin d'être le cas en France", souligne Charles Beigbeder, ex-investisseur blasé de Poweo. De Vienne, Wolfgang Anzengruber a, lui, déjà fait savoir qu'il réfléchissait à la possibilité d'abandonner ses parts sur ce marché en forme de goulot d'étranglement. Mais de contre-attaquer sur les plates-bandes d'EDF en se déclarant officiellement intéressé début mai dans le rachat de centrales hydrauliques dans les Pyrénées et dans les Alpes, détenues par EDF.

L'Europe cherche un gilet de sauvetage face au risque bancaire

Par Jeanne Dussueil



Les pays de la zone euro et Christine Lagarde vont probablement suivre l'exemple du ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble, qui a fait voter une taxe sur les banques le 31 mars à Berlin. ©DAVID GANNON/AFP

VOS OUTILS



Une onde de choc se propage dans le milieu bancaire. Les banques européennes et américaines pourraient voir naître une taxe sur leurs fonds propres en 2010. Le Fond monétaire international (FMI) y est favorable et devrait faire des

Une onde de choc se propage dans le milieu bancaire. Les banques européennes et américaines pourraient voir naître une taxe sur leurs fonds propres en 2010. Le Fond monétaire international (FMI) y est favorable et devrait faire des propositions en ce sens, dont la teneur a été révélée sur la BBC. Encore au stade embryonnaire et soumise vendredi à une réunion des ministres des Finances et des présidents des banques centrales du G20, cette annonce a déjà provoqué la dégringolade des indices sur les places boursières. La secousse s'est même ressentie à la bourse de Tokyo jeudi (- 1,27 %). A Paris, les cours des trois grands établissements BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole ont écopé d'une chute de 1,5 % et 2,5 %. A Londres, c'est la même crainte, seule Lloyds Banking résistait à la vindicte des dirigeants, comme celle de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne. "Il est juste que le secteur bancaire, après tous les problèmes qu'il a créés pour la situation économique dans son ensemble, contribue aussi à l'avenir de nos économies", a-t-il déclaré devant le Parlement européen.

La proposition du FMI se diviserait en deux parties. La première taxe porterait sur les risques excessifs que prendrait chaque institution bancaire, ce qui permettrait de constituer un fond de secours. La seconde serait sur les profits et les rémunérations de l'ensemble du secteur financier, assureurs et hedge funds compris, et alimenterait le budget général. Les banques européennes ont déjà vivement critiqué cette proposition du FMI : "Deux taxes, c'est trop", lâche Guido Ravoet, secrétaire général de la Fédération bancaire européenne. Mais il a par ailleurs indiqué que les banques européennes adhèrent à l'idée d'un "fonds de prévoyance".

(...)

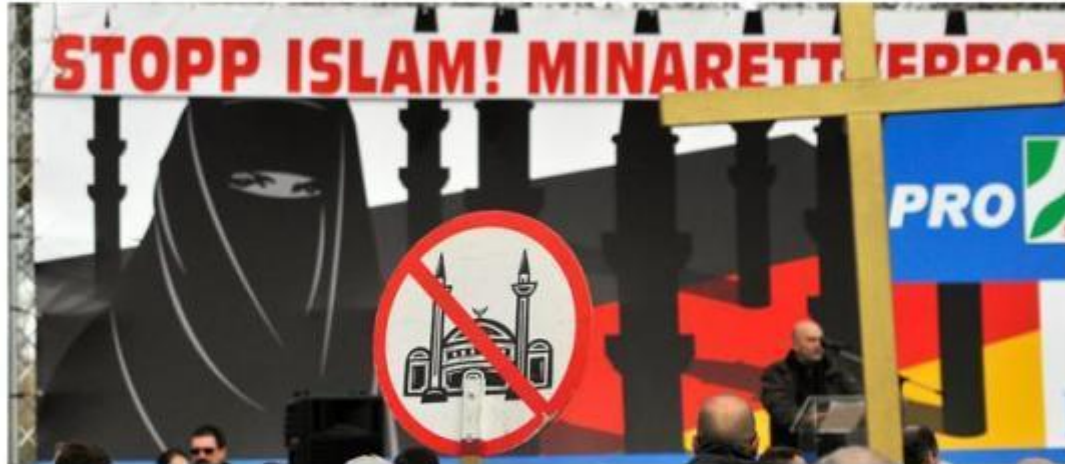
Faire payer le risque

Mais le principe d'une taxe semble acquis. Même la Suisse y pense sérieusement. Elle envisage d'introduire une nouvelle taxe, notamment sur les emprunts ou sur les bonus, afin de limiter la prise de risque dans le secteur, comme l'a rapporté la presse helvétique mi-avril, selon l'idée du ministre des Finances Hans-Rudolf Merz. En Grande-Bretagne, le Premier ministre Gordon Brown déclarait la semaine dernière au nez des banquiers de la City : "J'ai tiré les leçons. On ne doit [plus] écouter le secteur bancaire." "Les banques britanniques ont déjà accompli des changements structurels en augmentant leur trésorerie et leur capital, elles sont déjà dans le pays un très gros apporteur de recettes au Trésor et l'employeur, direct ou indirect, d'un million de personnes", réplique la BBA, l'association des banquiers britanniques quia d'ores et déjà affiché sa réticence au projet, car il est difficile, selon elle, à appliquer de manière uniforme dans le monde. Un haussement de ton en direction des suggestions faites par le FMI.

En plein débat sur les déficits publics, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont préféré discuter des fins que pourrait générer cette taxe, plus que des moyens. L'Allemagne [a d'ailleurs déjà voté en conseil des ministres la création d'un fond spécial](#), dont le produit financerait d'éventuels futurs plans de sauvetage bancaires. Gordon Brown et Christine Lagarde penchent, eux, pour un impôt qui alimenterait le budget général de l'Etat. "C'est une bien curieuse idée, je trouve cela absurde de punir les banques pour reverser directement dans les caisses de l'Etat, plutôt que de créer des capitaux indépendants", relève Olivier Pastré. Que chacun y aille de son concert, cela n'a rien d'étonnant. "Les propositions de Washington sont courantes, mais de la part des Américains, on n'a encore rien vu de concret", tempère Olivier Pastré. La réunion de vendredi tentera donc de poser les premières bases d'un nouveau contrôle sur le risque bancaire, pour, à l'avenir, limiter la casse. Alors que l'Europe milite pour un risque plus maîtrisé, l'économiste en rappelle pourtant la nature : "C'est une autre règle en économie, plus on tente de faire disparaître le risque, plus on l'augmente dans le même temps."

Le parti "anti-islamisation" tente de percer à droite

Par Jeanne Dussueil



Un rassemblement du parti "pro-NRW" le 28 mars 2010, pour protester contre la construction d'une mosquée à Duisbourg. ©Henning Kaisel/AFP

VOS OUTILS



Imprimez

À un mois d'une élection cruciale pour la CDU d'Angela Merkel, les électeurs de droite pourraient bien être tentés de reporter leur vote sur une droite populiste. En témoignent les affiches "anti-islamisation" qui fleurissent ici et là dans le paysage de la Rhénanie-du-Nord Westphalie (NRW) et qui

À un mois d'une élection cruciale pour la CDU d'Angela Merkel, les électeurs de droite pourraient bien être tentés de reporter leur vote sur une droite populiste. En témoignent les affiches "anti-islamisation" qui fleurissent ici et là dans le paysage de la Rhénanie-du-Nord Westphalie (NRW) et qui font la propagande du parti "pro-NRW". Lequel entend bien profiter du flottement de la droite traditionnelle. Car, [affaibli dans les sondages](#), la chancelière affronte des dissensions au sein de son propre parti, auxquelles vient s'ajouter un sentiment d'égarement de son électorat. "Madame Europe", comme l'appelait la presse allemande, aurait basculé dans une politique de gauche. Et ce, tout en étant alliée aux libéraux du FDP, un mélange des genres chez les conservateurs qui, outre-Rhin, fait désordre.

L'occasion se présente donc pour le parti radical de droite pro-NRW de s'affirmer et de "combler les trous à droite", comme l'explique Markus Beisicht, président de la formation créée en 2007. Si le faible score (0,8 %) réalisé aux dernières élections régionales par le pro-Köln (pro-Cologne) - dont est issu le NRW - n'inquiète pas encore la grande CDU, la montagne ne semble plus infranchissable pour les populistes. "Nous comptons beaucoup sur ces élections régionales pour lancer un nouveau courant. En Allemagne, il manque un parti démocratique de droite qui rassemblerait tous les déçus de la CDU et du FDP", confie au point.fr Markus Beisicht, qui croit fermement en une nouvelle dynamique.

Depuis sa création, le parti se félicite d'être le porte-parole de "l'anti-islamisation". En 2004, ses membres avaient créé la polémique en manifestant "chaque mois dans la rue" contre la construction de la mosquée d'Ehrenfeld, près de Cologne, souligne Markus Beisicht. Un coup médiatique plus qu'un succès politique puisque la mosquée "qui coûte horriblement cher à la collectivité", sera normalement achevée au printemps 2011.

"L'Occident dans les mains des chrétiens"

Lié aux partis extrémistes belge flamand du Vlaams Belang et du SPÖ autrichien, le petit parti de la région la plus peuplée d'Allemagne applaudit le référendum suisse qui bannit officiellement les minarets du sol helvétique. "C'est un problème européen. Ce n'est pas une question relative à la liberté de culte, mais bien celle de l'affirmation d'un pouvoir", affirme le dirigeant. Leurs affiches, "Merci la Suisse, non aux minarets ici aussi !", font étrangement écho à celles des néo-nazis qui se sont récemment engouffrés dans le même débat : "C'est nous, ou la Charia." Une ressemblance qui n'effraie pas le jeune parti. "Nous, nous avons toujours soutenu Israël, pas le NPD, qui est raciste (...) C'est le sort de nos soldats qui meurent en Afghanistan qui nous importe... car dans le même temps, on accueille des groupuscules de terroristes potentiels."

Placé sous surveillance et menacé du décret d'"inconstitutionnalité démocratique" par les autorités allemandes, le président du petit parti de Rhénanie reste optimiste et mise sur un résultat entre 5 % et 7 % des voix en mai prochain. La droite traditionnelle va, elle, tenter de se ressaisir avant les élections, pour ne pas risquer de perdre la région et sa fragile majorité au Bundesrat, la chambre haute qui présente et exécute les lois fédérales.

Merkel accompagne Sarkozy dans la tourmente des sondages

Par Jeanne Dussueil



Comme celle de Nicolas Sarkozy en France, la cote de popularité d'Angela Merkel, au plus bas, lui fait perdre sa place de leader politique préféré. ©Olivier Hoslet/EPA

VOS OUTILS

Berlin aurait voulu croire à un poisson d'avril, mais la chute est bien réelle. Alors que la dégringolade de Nicolas Sarkozy se poursuit dans les sondages, avec 65 % des Français qui jugent défavorablement son action selon le baromètre

Berlin aurait voulu croire à un poisson d'avril, mais la chute est bien réelle. Alors que la dégringolade de Nicolas Sarkozy se poursuit dans les sondages, avec 65 % des Français qui jugent défavorablement son action selon le baromètre Ipsos-Le Point, la chancelière allemande est également entrée dans une zone de turbulence. Selon un sondage pour la chaîne publique ARD publié jeudi, la chancelière n'est plus la personnalité politique préférée outre-Rhin et perd 7 points dans le baromètre. L'indice de confiance est à son plus bas niveau depuis 2006, un an après son accès au pouvoir.

La gestion de la crise grecque a laissé un goût amer à l'électorat traditionnel de Merkel, tandis que la presse allemande agitait le spectre d'un euro faible. Même si Merkel n'a pas directement impliqué l'Allemagne, "beaucoup considèrent qu'elle est allée trop loin", constate Hans Stark, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Interrogé par le point.fr, il souligne la singularité de cette chute : "La chancelière est victime du désordre ambiant et du sentiment de ne pas savoir où l'on va", provoquée en grande partie par l'alliance du parti chrétien démocrate de la chancelière, avec les libéraux du FDP.

Fondamentaux

Par temps de crise, la proposition faite par les libéraux côté allemand de baisser les impôts des plus riches passe mal, alors que 58 % des Allemands y sont opposés. "C'est bien le parti libéral qui entraîne à lui seul Angela Merkel dans sa chute", souligne Hans Stark. "Personne ne s'attendait à de tels échecs de cette coalition, et beaucoup regrettent même l'alliance avec les sociaux-démocrates entre 2005 et 2009", ajoute-t-il. Seulement 23 % des sondés se sont déclarés "satisfaits" de l'action du gouvernement.

C'est désormais la très singulière ministre de la Famille Ursula von der Leyen qui est la personnalité préférée des Allemands. Cette dernière est très appréciée "parce qu'elle défend le social et une législation plus juste", indique le chercheur. Elle incarne aussi à merveille les valeurs du parti chrétien démocrate. Angela Merkel devra-t-elle revenir aux fondamentaux ?

Les autres articles sur :

<http://www.lepoint.fr/recherche/recherche.php?KEYWORDS=dussueil&X=50&C=163>